

No. 48783*

**France
and
Brazil**

Protocol between the Government of the French Republic and the Government of the Federative Republic of Brazil on cooperation in the field of vocational training. Rio de Janeiro, 23 December 2008

Entry into force: *23 December 2008 by signature, in accordance with article 9*

Authentic texts: *French and Portuguese*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *France, 5 August 2011*

**No UNTS volume number has yet been determined for this record. The Text(s) reproduced below, if attached, are the authentic texts of the agreement /action attachment as submitted for registration and publication to the Secretariat. For ease of reference they were sequentially paginated. Translations, if attached, are not final and are provided for information only.*

**France
et
Brésil**

Protocole entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil relatif à la coopération dans le domaine de l'enseignement professionnel. Rio de Janeiro, 23 décembre 2008

Entrée en vigueur : *23 décembre 2008 par signature, conformément à l'article 9*

Textes authentiques : *français et portugais*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *France, 5 août 2011*

** Numéro de volume RTNU n'a pas encore été établie pour ce dossier. Les textes reproduits ci-dessous, s'ils sont disponibles, sont les textes authentiques de l'accord/pièce jointe d'action tel que soumises pour l'enregistrement et publication au Secrétariat. Pour référence, ils ont été présentés sous forme de la pagination consécutive. Les traductions, s'ils sont inclus, ne sont pas en form finale et sont fournies uniquement à titre d'information.*

[FRENCH TEXT – TEXTE FRANÇAIS]

**Protocole entre le Gouvernement de la République française
et
le Gouvernement de la République fédérative du Brésil
relatif à la coopération dans le domaine de l'enseignement professionnel**

Le Gouvernement de la République française

et

le Gouvernement de la République fédérative du Brésil,

ci-après dénommées « les Parties »,

Dans le cadre du Partenariat stratégique franco-brésilien,

Considérant :

- l'accord de coopération technique et scientifique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Etats-Unis du Brésil signé le 16 janvier 1967 ;
- l'accord cadre de coopération entre le Gouvernement de la République française et le gouvernement de la République fédérative du Brésil signé le 28 mai 1996 ;
- le protocole de coopération entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil sur la promotion réciproque des langues dans l'enseignement signé le 25 mai 2006 ;
- la déclaration conjointe du Président de la République française et du Président de la République fédérative du Brésil à Saint-Georges de l'Oyapock le 12 février 2008 ;

Considérant que l'enseignement professionnel est un élément essentiel de leur politique éducative et de leur stratégie pour un développement fondé sur la connaissance, favorisant l'emploi et l'égalité des chances ;

Compte tenu de l'intérêt particulier exprimé par le Brésil pour la méthodologie et l'organisation françaises en matière d'élaboration concertée des diplômés à l'échelle nationale, pour les passerelles établies entre les différentes voies de formation, pour la mise en place de l'assurance qualité dans l'enseignement et la formation professionnels à l'échelle de l'Union Européenne, ainsi que pour la méthodologie d'élaboration concertée de la carte des formations professionnelles à l'échelle des régions françaises ;

Notant que, pour la France, l'enseignement professionnel, avec l'enseignement général et l'enseignement technologique, participe à la réalisation des objectifs nationaux d'élévation du niveau général de qualification et que la rénovation de la voie professionnelle initiée en septembre 2007 soutient cette politique par une redéfinition des cursus de formation professionnelle initiale de niveau secondaire et un accompagnement pédagogique plus individualisé ;

Notant également que la France est vivement intéressée par l'expérience brésilienne, particulièrement en matière de pilotage déconcentré et d'utilisation des technologies de l'information et de la communication pour la formation des maîtres, dans leur application à l'enseignement professionnel, ainsi que par les expériences régionales menées au niveau du MERCOSUL en matière d'enseignement et de formation professionnels ;

Désireux de lutter contre les sorties du système éducatif sans diplôme et de répondre aux besoins de qualification actuels et futurs de chacun des pays ;

Soucieux de revaloriser l'image de la formation professionnelle en la rendant plus efficace et plus attractive ;

Conscients que les enjeux de cette politique sont à la fois institutionnels, sociaux et économiques, compte tenu de ce que le contexte de mondialisation et de compétitivité rend essentielles l'économie de la connaissance et l'actualisation des compétences ;

Souhaitant par là poursuivre les expériences communes positives déjà développées notamment dans le cadre de partenariats public-privé et renforcer l'ouverture à l'international et à la mobilité des deux systèmes éducatifs, les synergies communes et leur coopération avec le secteur économique et commercial franco-brésilien ;

Sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1^{er}

1. La coopération dans le domaine de l'enseignement professionnel est retenue comme l'un des axes du Partenariat stratégique entre les Parties.
2. Les Parties développent la qualité de la formation professionnelle secondaire en prenant appui sur les apports respectifs des deux pays et en intensifiant la coopération entre les établissements d'excellence des deux pays.
3. La coopération dans le domaine de l'enseignement professionnel contribue à la valorisation des filières de formation et au développement des pôles d'excellence de l'enseignement professionnel sur lesquels les deux pays appuient leur politique : les lycées des métiers en France, les établissements du réseau fédéral au Brésil.

Article 2

Le partenariat stratégique dans le domaine de l'enseignement professionnel se structure à partir de séminaires sur les bonnes pratiques, sur les expériences phares des deux pays ainsi que sur des thèmes prospectifs et s'organise autour d'actions permettant des échanges structurants sur des thèmes liés au pilotage et au renforcement de la capacité de gouvernance institutionnelle de cet enseignement.

Article 3

1. Les Parties créent un réseau franco-brésilien de l'enseignement professionnel.
2. Ce réseau réunit des établissements d'enseignement professionnel d'excellence des deux pays (lycées des métiers et établissements du réseau fédéral), par exemple dans les secteurs des métiers de l'aéronautique, de l'automobile, de l'électronique, du domaine sanitaire et social, du tourisme et de l'hôtellerie-restauration.
3. Au sein de ce réseau sont mises en œuvre des actions concrètes de coopération découlant du partenariat stratégique, notamment des expérimentations communes alimentant les séminaires annuels thématiques ou en résultant (cf. Article 4).
4. Sont également réalisées au sein de ce réseau les mobilités des acteurs de l'enseignement professionnel (élèves, enseignants, cadres, étudiants-professeurs) et effectués des comparaisons méthodologiques et des échanges de bonnes pratiques.

Article 4

1. Des séminaires thématiques annuels consacrés à l'enseignement professionnel se déroulent alternativement au Brésil et en France.
2. Ils visent à améliorer la connaissance mutuelle des bonnes pratiques de chaque pays et, sur des thèmes prospectifs, à explorer de nouvelles pistes. Ils ont aussi pour vocation de proposer aux responsables gouvernementaux de nouveaux thèmes et de nouvelles initiatives de coopération. Ils s'appuient tout à la fois sur les expériences phares de chacun des pays et sur la recherche universitaire.
3. Ces séminaires portent en particulier sur les thèmes suivants :
 - a. les relations entre le secteur éducatif et le monde de l'entreprise dans leurs différentes dimensions : définition des diplômes professionnels au niveau national et de l'offre de

formation au niveau local, rôle de l'alternance dans la formation professionnelle, apports réciproques Ecole-Entreprise, entre autres ;

- b. l'excellence dans l'enseignement professionnel : rôle et missions des établissements (plus particulièrement les lycées des métiers en France et les établissements du réseau fédéral au Brésil), spécificités pédagogiques et didactiques de l'enseignement professionnel, parcours de réussite, articulations et liens avec l'enseignement supérieur, assurance-qualité de l'enseignement professionnel, entre autres ;
- c. l'accès à la qualification professionnelle : référentiels, orientation des élèves, parcours et voies d'accès au diplôme (formation initiale, formation tout au long de la vie, validation des acquis de l'expérience), positionnement, qualification et adaptabilité, entre autres ;
- d. le pilotage déconcentré des unités d'enseignement professionnel, formes et modalités de l'autonomie pédagogique, innovation pédagogique, encadrement et évaluation ;
- e. la formation initiale et continue des professeurs de l'enseignement professionnel ;
- f. le rôle des technologies de l'information et de la communication pour l'éducation, l'enseignement et la formation à distance.

Article 5

1. La coopération institutionnelle en matière de pilotage des systèmes d'enseignement professionnel est renforcée.
2. A partir des objectifs identifiés au cours des séminaires sont conçues et réalisées des actions d'approfondissement (ateliers méthodologiques, voyages d'études) sur des thèmes essentiels tels que la construction de l'offre de formation, l'élaboration d'une carte des formations, la gouvernance des dispositifs d'enseignement professionnel, les mécanismes de concertation avec les acteurs du territoire et les entreprises, l'évaluation.

Article 6

1. Un groupe de travail franco-brésilien est chargé de définir les contenus et la méthodologie des actions de coopération et de suivre leur mise en œuvre.
2. La composition du groupe de travail est définie par les Parties et communiquée par voie diplomatique.
3. Le groupe de travail se réunit chaque année et aussi souvent qu'il est jugé nécessaire, alternativement en France et au Brésil.
4. Il définit le programme de travail et valide les propositions d'actions conjointes.

Article 7

1. Chaque Partie s'efforce de répondre de façon appropriée aux demandes formulées par l'autre Partie conformément au présent Protocole, dans la limite de la disponibilité budgétaire des ressources nécessaires, en mettant en place les moyens techniques et humains dont elle dispose.
2. Chaque projet de coopération fait l'objet d'un arrangement administratif entre les ministères chargés de l'enseignement professionnel pris en application du présent Protocole.

Article 8

1. Les propositions de modification ou d'amendement au présent Protocole sont transmises par la voie diplomatique. Elles sont adoptées par consentement mutuel des Parties.
2. Tout différend relatif à l'interprétation et à l'application du présent Protocole fait l'objet d'un règlement à l'amiable par consultation ou négociation entre les Parties.

Article 9

Le présent Protocole entre en vigueur à la date de sa signature. Il est conclu pour une durée de cinq ans. Il est renouvelable par accord tacite entre les Parties. Il peut être dénoncé à l'initiative de l'une des Parties par la voie diplomatique à l'issue d'un préavis minimal de six mois. La dénonciation ne porte pas préjudice à l'accomplissement des actions en cours à la date de son entrée en vigueur.

Fait à Rio de Janeiro, le 23 décembre 2008, en deux exemplaires, en langue française et en langue portugaise, chaque version faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la
République française



Pour le Gouvernement de la
République fédérative du Brésil



[PORTUGUESE TEXT – TEXTE PORTUGAIS]

**Protocolo entre
o Governo da República Federativa do Brasil e
o Governo da República Francesa
sobre cooperação no domínio do Ensino Profissional**

O Governo da República Francesa

e

O Governo da República Federativa do Brasil,

(doravante designados “Partes”),

No âmbito da Parceria Estratégica franco-brasileira,

Considerando:

o Acordo-Quadro de Cooperação Técnico-Científico entre o Governo da República Francesa e o Governo dos Estados Unidos do Brasil, assinado em 16 de Janeiro de 1967;

o Acordo de Cooperação entre o Governo da República Federativa do Brasil e o Governo da República Francesa, assinado em 28 de Maio de 1996;

o Protocolo de Cooperação entre o Governo da República Francesa e o Governo da República Federativa do Brasil sobre a promoção recíproca das línguas no ensino assinado em 25 de Maio de 2006;

a Declaração Conjunta de Presidentes da República Francesa e da República Federativa do Brasil firmada em Saint-Georges do Oyapock em 12 de Fevereiro de 2008 ;

Considerando que o ensino profissional é elemento essencial das suas políticas educativas e de suas estratégias para um desenvolvimento fundamentado sobre o conhecimento, favorecendo o emprego e a igualdade de oportunidades;

Tendo em conta o interesse específico expresso pelo Brasil pela metodologia e organização francesas em matéria de elaboração concernente aos diplomas em escala nacional, pelos vínculos estabelecidos entre as diferentes vias de formação, pela

implantação da garantia da qualidade no ensino e nas formações profissionais no âmbito da União Europeia, bem como pela metodologia de elaboração *concertada* do mapa das formações profissionais na escala das regiões francesas;

Notando que, para a França, o ensino profissional, juntamente com o ensino geral e o ensino tecnológico, contribuem para a realização dos objetivos nacionais de elevação do nível geral de qualificação, e que a renovação da via profissional iniciada em setembro de 2007 apóia esta política por meio de uma redefinição dos cursos de formação profissional inicial de nível secundário e de um acompanhamento pedagógico mais individualizado;

Notando igualmente que a França está muito interessada na experiência Brasileira, particularmente em matéria de gestão descentralizada e de utilização das tecnologias de informação e comunicação para a formação dos professores, na sua aplicação ao ensino profissional, bem como nas experiências regionais no âmbito do MERCOSUL em matéria de ensino e formação profissionais;

Desejosos de lutar contra evasão escolar e responder às necessidades de qualificação atuais e futuras de ambos os países;

Preocupados em valorizar a imagem da formação profissional, tornando-a mais eficaz e atraente;

Conscientes de que os desafios dessa política são ao mesmo tempo institucionais, sociais e econômicos, tendo em conta que o contexto de globalização e da competitividade tornam essenciais a economia do conhecimento e atualização das competências;

Desejando prosseguir com as experiências comuns positivas já desenvolvidas sobretudo no âmbito de parcerias públicas-privadas e reforçar a abertura internacional e a mobilidade dos dois sistemas educativos, bem como a sinergia comum e a sua cooperação com o setor econômico e comercial franco-brasileiro,

Adotam as disposições seguintes:

Artigo 1

1. A cooperação no domínio do ensino profissional constitui um dos eixos da Parceria estratégica entre as Partes.

2. As Partes desenvolverão a qualidade da formação profissional secundária com base nas contribuições respectivas dos dois países, intensificando a cooperação entre os estabelecimentos de excelência dos dois países.

3. A cooperação no domínio do ensino profissional contribui para a valorização das carreiras de formação e o desenvolvimento dos pólos de excelência do ensino profissional sobre os quais os dois países apóiam suas políticas: os liceus de ofícios na França e os estabelecimentos da rede federal no Brasil.

Artigo 2

A parceria estratégica no domínio do ensino profissional será estruturada a partir de seminários de boas práticas, experiências de referência dos dois países, bem como sobre temas prospectivos, e será organizada ao redor de ações que permitam trocas estruturantes sobre temas ligados à gestão e ao reforço da capacidade de governança institucional nesse campo de ensino.

Artigo 3

1. As Partes estabelecem uma rede franco-brasileira de ensino profissional.

2. A rede reunirá estabelecimentos de ensino profissional de excelência dos dois países (liceus de ofícios e estabelecimentos da rede federal), por exemplo, nos sectores dos ofícios da indústria aeronáutica, da indústria automotiva, da indústria eletrônica, no domínio da saúde pública e assistência social, do turismo e da hotelaria e gastronomia.

3. No âmbito da rede serão realizadas ações concretas de cooperação que decorrem da parceria estratégica, em especial experiências comuns que alimentem os seminários temáticos anuais ou deles resultem (cf. Artigo 4).

4. A rede realizará igualmente a mobilidade dos atores do ensino profissional (alunos, professores, quadros funcionais, professores em formação) e as comparações metodológicas, assim como o intercâmbio de boas práticas.

Artigo 4

1. **Serão realizados seminários temáticos anuais dedicados ao ensino profissional, alternadamente na França e no Brasil.**
2. **Os seminários terão como objetivos melhorar o conhecimento mútuo das boas práticas de cada país e explorar novas pistas sobre temas prospectivos. Terão, igualmente, por vocação propor aos responsáveis governamentais novos temas e novas iniciativas de cooperação. Os seminários se apoiarão ao mesmo tempo nas experiências de referência de cada um dos países e na pesquisa universitária.**
3. **Os seminários tratarão, em especial, dos seguintes temas:**
 - a) **relações entre o setor educativo e o mundo empresarial nas suas diferentes dimensões: definição dos diplomas profissionais em nível nacional, oferta de formação em nível local, papel da alternância na formação profissional e contribuições recíprocas escola-empresa, entre outros;**
 - b) **excelência no ensino profissional: papel e missões dos estabelecimentos (mais particularmente os liceus de ofícios na França e os estabelecimentos da rede federal no Brasil); especificidades pedagógicas e didáticas do ensino profissional; histórias de sucesso, articulações e vínculos com o ensino superior; garantia da qualidade do ensino profissional, entre outros;**
 - c) **acesso à qualificação profissional: referenciais, orientação dos alunos, percursos e vias de acesso ao diploma (formação inicial, formação continuada, validação da experiência adquirida), posicionamento, qualificação e adaptabilidade, entre outros ;**
 - d) **gestão descentralizada das unidades de ensino profissional; formas e modalidades da autonomia pedagógica, inovação pedagógica; enquadramento e avaliação;**
 - e) **formação inicial e continuada de professores do ensino profissional;**
 - f) **papel das tecnologias de informação e comunicação para a educação; ensino e formação a distância.**

Artigo 5

A cooperação institucional em matéria de gestão dos sistemas de ensino profissional será reforçada. A partir dos objetivos identificados durante os seminários serão concebidas e realizadas ações de aprofundamento (ateliês metodológicos, viagens de estudos) sobre temas essenciais como a construção da oferta de formação, a elaboração de um mapa das formações, a governança dos dispositivos de ensino profissional, os mecanismos de concertação com os atores locais e as empresas e a avaliação.

Artigo 6

1. Um grupo de trabalho franco-brasileiro será encarregado de definir os conteúdos e a metodologia das ações de cooperação e seguir a sua aplicação.
2. A composição do grupo de trabalho será definida pelas Partes e comunicada por via diplomática.
3. O grupo de trabalho se reunirá a cada ano e com a frequência que se julgue necessária, alternadamente na França e no Brasil.
4. O grupo definirá o programa de trabalho e validará as propostas de ações conjuntas.

Artigo 7

1. Cada Parte envidará esforços para responder de maneira adequada aos pedidos formulados pela outra Parte em conformidade com o presente Protocolo, no limite da disponibilidade dos recursos orçamentários necessários, fornecendo os meios técnicos e humanos dos quais dispõe.
2. Cada projeto de cooperação será objeto de um ajuste administrativo entre os Ministérios responsáveis pelo ensino profissional em conformidade com o presente Protocolo.

Artigo 8

1. As propostas de modificação ou de alteração ao presente Protocolo serão transmitidas pela via diplomática e serão adotadas por consentimento mútuo das Partes.
2. Qualquer controvérsia relativa à interpretação e aplicação do presente Protocolo será objeto de solução amigável por consulta ou negociação entre as Partes.

Artigo 9

O presente Protocolo entrará em vigor na data de sua assinatura e terá vigência por um período de cinco anos, renovável por acordo tácito entre as Partes. O Protocolo pode ser denunciado por iniciativa de uma das Partes pela via diplomática após um preaviso mínimo de seis meses. A denúncia não prejudica o cumprimento das ações em curso na data da sua entrada em vigor.

Feito no Rio de Janeiro, em 23 de dezembro de 2008, em dois originais, em línguas francesa e portuguesa, sendo todos os textos igualmente autênticos.

Pelo Governo da
República Francesa



Pelo Governo da
República Federativa do Brasil



[TRANSLATION – TRADUCTION]

PROTOCOL BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH
REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE FEDERATIVE
REPUBLIC OF BRAZIL ON CO-OPERATION IN THE FIELD OF
VOCATIONAL TRAINING

The Government of the French Republic and the Government of the Federative Republic of Brazil, hereinafter referred to as “the Parties”, under the Franco-Brazilian strategic partnership.

Considering:

– the Agreement on Technical and Scientific Co-operation between the Government of the French Republic and the Government of the United States of Brazil, signed on 16 January 1967;

– the Framework Agreement on Co-operation between the Government of the French Republic and the Government of the Federative Republic of Brazil, signed on 28 May 1996;

-the Protocol on Co-operation between the Government of the French Republic and the Government of the Federative Republic of Brazil on mutual promotion of languages in education, signed on 25 May 2006;

– the joint statement by the President of the French Republic and the President of the Federative Republic of Brazil at Saint-Georges-de-l’Oyapock on 12 February 2008;

Considering that vocational education is an essential part of their educational policy and their knowledge-based development strategy to promote employment and equal opportunity;

Given the interest expressed by Brazil in French methodology and organization in the collaborative development of diplomas at the national level, bridge-building between the various training streams, the implementation of quality assurance in vocational education and training across the European Union, as well as methodology for collaborative development of the vocational training roadmap in the French regions;

Noting that, for France, vocational education, together with general and technological education, contributes to the achievement of the country’s goals in terms of raising the general level of qualification; and that the renewal of the vocational stream undertaken in September 2007 supports that policy by redefining initial vocational training curricula at the secondary level and providing more personalized educational support;

Noting, too, that France is very interested in the Brazilian experience, especially as regards decentralized control and the use of information and communications technologies for teacher training, the use of ICTs in vocational education, and regional experiments in education and training within MERCOSUR;

Desiring to deter school leavers lacking diplomas and to meet each country’s present and future qualification needs;

Concerned to improve the image of vocational training by making it more efficient and more attractive;

Recognizing that the issues with that policy are at once institutional, social and economic, given that the context of globalization and competitiveness makes the knowledge economy and skills upgrading essential;

Wishing thereby to build upon the positive shared experiences that already exist, including through public-private partnerships, and to enhance international openness and mobility in both educational systems, common synergies and their co-operation with the Franco-Brazilian economic and commercial sector;

Have agreed to the following provisions:

Article 1

1. Co-operation in the area of vocational education is identified as one of the main thrusts of the strategic partnership between the Parties.

2. The Parties shall develop the quality of secondary vocational training while building on the two countries' respective contributions and intensifying co-operation between institutions of excellence in both countries.

3. Co-operation in the field of vocational training helps develop training channels and the centres of excellence in vocational training on which the two countries predicate their policy: the trade schools of France and the establishments of Brazil's federal network.

Article 2

The strategic partnership in the field of vocational training shall be structured around seminars on best practices and the key experiences of both countries as well as on forward-looking themes; it shall be organized around actions allowing for structured discussions on management-related topics and those concerned with building institutional capacity for the governance of that training.

Article 3

1. The Parties hereby establish a Franco-Brazilian vocational training network.

2. That network brings together centres of excellence in vocational training in both countries (trade schools and establishments of the federal system), for example in the areas of aeronautics and the automotive and electronics trades as well as health and social services and the tourism and hospitality industries.

3. Within the network, concrete co-operative actions shall be undertaken under the strategic partnership, including joint experiments that give rise to, or arise from, the annual thematic seminars (cf. Article 4).

4. The network will also focus on mobility for those involved in vocational training (students, teachers, executives, student teachers), comparisons of methods and exchanges of best practices.

Article 4

1. Annual thematic seminars on vocational training shall be held alternately in Brazil and France.

2. The seminars will seek to improve each country's knowledge of the other's best practices and, based on the forward-looking themes, to explore new directions. They also are intended to provide government officials with new themes and new co-operation initiatives. They are grounded both in each country's key experiences and in university research.

3. In particular, the seminars shall focus on the following topics:

a. relations between the educational sector and the business world in their different dimensions: definition of national vocational qualifications and the supply of training at the local level, the role of co-op vocational training, reciprocal contributions of school and business, to name only a few;

b. excellence in vocational training: the role and missions of institutions (especially trade schools in France and the institutions of the federal network in Brazil), specific teaching and learning characteristics of vocational training, career success, linkages with higher education, vocational training quality assurance, etc.;

c. Access to trades qualification: standards, guidance counselling, diploma streams and career pathways (initial training, lifelong learning, validation of experience), positioning, qualifications and adaptability, etc.;

d. decentralized control of vocational training, forms and patterns of pedagogical autonomy, teaching innovations, supervision and evaluation;

e. initial and ongoing learning for vocational training instructors;

f. the role of ICTs in education, teaching and distance learning.

Article 5

1. Institutional co-operation in the control of vocational education systems shall be enhanced.

2. Further action shall be taken on the basis of the objectives identified during the seminars (methodology workshops, study tours), on key issues such as the design of the training supply, development of a curriculum, governance of vocational training systems, co-operation mechanisms with local stakeholders and businesses, and evaluation.

Article 6

1. A Franco-Brazilian working group will be in charge of devising the content and methodology of training actions and following up their implementation.

2. The makeup of the working group will be defined by the Parties and communicated through the diplomatic channel.

3. The working group will meet once a year and as often as deemed necessary, alternately in France and Brazil.

4. It will define the work programme and validate proposals for joint action.

Article 7

1. Each Party shall endeavour to respond appropriately to requests by the other Party pursuant to this Protocol, subject to availability of funds, using the technical and human resources at its disposal.
2. Each co-operation project will be subject to an administrative arrangement, arrived at under this Protocol, between the ministries responsible for vocational training.

Article 8

1. Any proposal for the modification or amendment of this Protocol shall be conveyed through the diplomatic channel. Such proposals shall be adopted by mutual consent of the Parties.
2. Any dispute concerning the interpretation and application of this Protocol shall be resolved amicably by consultation or negotiation between the Parties.

Article 9

This Protocol shall come into force as of the date of its signature. It is concluded for a period of five years and is renewable by tacit agreement between the Parties. It may be terminated at the initiative of either Party, through the diplomatic channel, after a minimum notice period of six months. Such termination shall not affect the completion of any actions still under way on the date it takes effect.

DONE at Rio de Janeiro on 23 December 2008 in two copies in the French and Portuguese languages, each version being equally authoritative.

For the Government of the Federative Republic of Brazil:

FERNANDO HADDAD

For the Government of the French Republic:

XAVIER DARCOS